



SOMMAIRE

	Pages
Allocution de M. Edward Gierek, premier secrétaire du Comité central du parti uni des travailleurs polonais	665
Point 9 de l'ordre du jour :	
Discussion générale (suite)	
Discours de M. Khalatbari (Iran)	668

Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA
(Algérie).

*Allocution de M. Edward Gierek, premier secrétaire
du Comité central du parti uni des travailleurs polonais*

1. Le PRÉSIDENT : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à M. Edward Gierek, premier Secrétaire du Comité central du parti uni des travailleurs polonais, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée générale.

2. M. GIEREK (Pologne) : C'est avec une profonde satisfaction que je prends la parole, au nom de la Pologne, en ce grand forum de l'Organisation des Nations Unies dont mon pays est l'un des fondateurs et un participant toujours actif à ses travaux qui ont pour le monde une importance cruciale.

3. Je suis heureux que cette session se déroule sous votre direction, Monsieur le Président, vous qui êtes un représentant éminent de l'Algérie avec laquelle mon pays est uni par la solidarité, la sympathie et l'amitié. Je tiens à vous féliciter de la haute fonction qui vous a été confiée. A tous les participants de la session, je souhaite un plein succès dans la solution commune des importants problèmes inscrits à son riche ordre du jour.

(L'orateur poursuit en polonais)*

4. Je prends la parole ici en une année où la République populaire de Pologne célèbre le trentième anniversaire de sa naissance. Cet événement a marqué un tournant décisif dans la longue histoire de la nation polonaise. Son développement actuel et sa politique découlent des plus importantes expériences de notre nation. C'est précisément à partir de ces expériences de la Pologne que je voudrais prendre position sur certains problèmes qui sont l'objet de l'attention constante de l'Organisation des Nations Unies.

5. L'objectif le plus important des Nations Unies, organisation fondée au cours de la plus terrible des guerres, est d'assurer la paix mondiale. La paix est, en effet, le bien fondamental de toutes les nations.

6. Le peuple polonais a payé pour la paix un prix particulièrement élevé et tragique. Il a appris à en apprécier la valeur inestimable au cours des 30 dernières années d'édification pacifique, grâce à laquelle il a relevé le pays de ses ruines, multiplié son potentiel économique, développé l'instruction, la science et la culture et créé des conditions de vie favorables.

7. C'est de ces expériences, et aussi de l'état actuel des choses sur notre globe, que découle notre profonde conviction de l'indivisibilité de la paix et de l'importance clef que revêt la question de la prévention d'une nouvelle guerre mondiale. L'assurance d'une paix durable, dans le monde contemporain divisé sur le plan social, économique et idéologique, dépend avant tout de la pleine application des principes de coexistence pacifique entre pays à systèmes différents, principes proclamés et constamment réalisés par les Etats socialistes.

8. La voie menant à cet objectif, nous la voyons dans la continuation, le développement et l'approfondissement du processus de détente internationale, dans la lutte pour faire de cette détente, malgré les forces d'agression et de guerre froide, un processus irréversible. Ce processus est indispensable pour surmonter la confrontation politique et militaire imposée par les forces impérialistes, confrontation qui est la cause principale de la course aux armements, des tensions et des menaces à la paix mondiale.

9. Pour atténuer et surmonter cette confrontation globale, l'amélioration des relations soviéto-américaines au cours des dernières années revêt une signification particulière. Nous attachons une grande importance aux accords conclus par ces deux grands pays, qui servent la cause suprême que constituent pour l'humanité entière la prévention d'une guerre nucléaire et la consolidation du processus de la détente. Le dialogue soviéto-américain exerce une influence positive sur toute la situation mondiale et favorise l'amélioration générale des relations internationales. C'est pourquoi nous accueillons avec satisfaction l'annonce de nouveaux progrès dans ce sens. Ce dialogue ne limite rien; il crée, au contraire, des conditions objectives favorisant la contribution constructive de tous les autres Etats — y compris les Etats petits et moyens, indépendamment de leur système social et du niveau de leur développement économique — à la solution des importants problèmes des différentes régions du monde.

10. La visite officielle que je fais actuellement aux Etats-Unis est l'une des manifestations des résultats positifs de la détente. L'évolution des rapports polono-américains, à laquelle nous ouvrons en commun de nouvelles possibilités, et l'échange de vues auquel nous avons procédé servent, j'en suis convaincu, la cause de l'évolution favorable des rapports inter-

* La version française de sa déclaration a été fournie par la délégation.

nationaux sur la base de la coexistence pacifique et d'une coopération mutuellement avantageuse.

11. Nous sommes pour la détente dans le monde entier. Un facteur important de la consolidation des processus positifs dans la vie internationale est la participation accrue des Etats non alignés à la lutte pour la paix et pour des relations internationales basées sur l'égalité des droits.

12. La grande importance du processus de la détente vient également de ce qu'il contribue à limiter et à éteindre les conflits locaux et favorise la lutte pour la solution équitable de nombreux problèmes brûlants, conformément aux principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la sécurité des nations. C'est précisément en faveur d'un tel règlement du conflit au Moyen-Orient que la Pologne se prononce, ce qui, avant tout, exige de liquider entièrement les conséquences de l'agression et d'assurer au peuple arabe de Palestine ses droits légitimes. Nous nous prononçons également pour un règlement pacifique du conflit de Chypre, ce qui exige la restauration de la souveraineté, de la neutralité et de l'intégrité territoriale de ce pays. Nous sommes convaincus que la convocation d'une conférence internationale représentative, dans le cadre de l'ONU, servira bien ce but.

13. Nous avons l'espoir que, par la pleine réalisation de l'Accord de paix de Paris, la paix sera assurée pour l'héroïque peuple vietnamien, épuisé par une longue guerre, et la paix sera restaurée dans toute l'Indochine. Engagée dans des missions de paix dans ces régions, la Pologne continuera, dans la mesure de ses forces, à coopérer dans ce sens.

14. La cause de la paix est inséparable de celle de la liberté. C'est ce que sait très bien le peuple polonais, qui a servi inflexiblement ses aspirations à l'indépendance en faisant les plus grands sacrifices, en liant sa cause à celle des peuples qui ont les mêmes aspirations, en luttant partout sous le mot d'ordre "pour votre liberté et pour la nôtre". C'est dans nos expériences que nous puisons la profonde conviction de l'indivisibilité de la liberté de tous les peuples, de ses liens avec les forces révolutionnaires de progrès; c'est de ces expériences que découle notre solidarité avec eux. Aujourd'hui la question qui soulève la protestation la plus forte de la part de l'opinion publique mondiale est la suppression brutale des libertés démocratiques au Chili.

15. La décolonisation, qui touche à sa fin, la lutte pour mettre un terme à toutes les formes de domination néo-coloniale, pour assurer à tous les peuples le droit d'être représentés à l'ONU revêtent une grande signification historique. Je tiens à exprimer notre satisfaction du fait que de nouveaux Membres — la République populaire du Bangladesh, la Guinée-Bissau et la Grenade — aient pris la place qui leur était due à l'ONU.

16. La détente internationale est également favorable aux démarches communes et à la solution des grands problèmes mondiaux. Nous nous prononçons pour que ce processus devienne universel, qu'il englobe toutes les régions et qu'il apporte de constants progrès dans toutes les questions clefs de la consolidation des relations internationales pacifiques.

17. En raison de sa position géographique, conformément à ses intérêts et à ses convictions, la Pologne

apporte, en coopération avec ses alliés socialistes, sa propre contribution à l'approfondissement de la détente, surtout en Europe. Nous apportons cette contribution en participant à l'amélioration générale de la situation sur notre continent, en développant dans tous les domaines nos relations amicales avec la France, les pays scandinaves et d'autres pays, en contribuant à la normalisation des rapports en Europe centrale, inaugurée par les traités signés par les Etats socialistes et la République fédérale d'Allemagne et par l'accord quadripartite sur Berlin-Ouest.

18. Source et principal théâtre de deux guerres mondiales dans le passé, l'Europe connaît — grâce à la victoire de la grande coalition antifasciste, grâce à la naissance de la communauté socialiste et d'un nouveau rapport de forces — les bienfaits de la paix depuis près de 30 ans. Il existe des conditions réelles pour que cet état de choses en Europe, extrêmement important pour la paix mondiale, se prolonge à l'avenir. C'est là que s'est opérée le plus pleinement l'évolution de la politique de guerre froide et de la politique de force vers la normalisation et la détente. Nous avons abouti à la reconnaissance universelle des réalités territoriales et politiques résultant de la seconde guerre mondiale et de l'évolution d'après-guerre. Sur cette base, la confiance mutuelle a grandi, la coopération pacifique s'est développée plus largement. La conscience du fait qu'il n'y a pas d'alternative à la coexistence pacifique se renforce.

19. Dans ces conditions, il s'est avéré possible de convoquer la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, préconisée par les pays socialistes et dont l'idée avait été avancée par la Pologne à l'ONU, il y a 10 ans¹. L'adoption d'une charte *sui generis* des droits et obligations des Etats européens et des principes régissant leur comportement dans les relations mutuelles constituera le résultat capital de la Conférence, qui s'achèvera peut-être dès les prochains mois.

20. Au moment où les travaux de la Conférence touchent à leur fin et où, à Vienne, se poursuivent les conversations sur la réduction des forces armées et des armements en Europe — et nous avons l'espoir que ces conversations, elles aussi, apporteront des résultats positifs — une question on ne peut plus justifiée se pose : que faut-il faire pour que le processus d'édification de la paix et de la sécurité européenne se poursuive et devienne irréversible ?

21. Nous sommes convaincus que l'avenir pacifique de l'Europe est lié à l'édification d'un système de sécurité collective. Il s'agit d'un système dans lequel l'interdiction du recours à la force constituerait la loi suprême d'un système qui comporterait des garanties durables du respect de la sécurité de chaque pays. La conscience — pour aujourd'hui et pour l'avenir — de l'inviolabilité des frontières et de l'intégrité territoriale de tous les Etats, ainsi que du respect du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures doit être l'élément inséparable de ce programme commun d'édification de l'avenir européen. Ce n'est que de cette façon que l'on peut surmonter la division en groupements politiques et militaires opposés. Nous attachons également une grande importance à la création de mécanismes de consultation et de coopération futures pour le renforcement de la sécurité et le développement d'une coopération mutuellement

avantageuse dans tous les domaines. L'organe paneuropéen qui, nous l'espérons, sera créé à la Conférence pourrait devenir indubitablement l'instance où se concentreraient les recherches de solutions communes aux problèmes communs. C'est à cette fin que pourraient être dûment utilisées les organisations régionales européennes existantes, y compris celles faisant partie du système des Nations Unies.

22. La coopération bilatérale, régionale et sous-régionale sert également l'évolution favorable de la situation en Europe. Nous considérons, par exemple, que l'état actuel des relations entre les Etats riverains de la Baltique crée des conditions favorables pour faire de cette région une zone de paix et de coopération amicale. Grâce au processus de détente, toutes les traditions de liens pacifiques positifs ont repris vigueur; nous abordons en commun et résolvons des questions d'importance capitale relatives à la navigation, la pêche, l'exploitation des ressources de la mer et la préservation du milieu naturel. Sur la base des progrès déjà accomplis et en vue de les renforcer, la Pologne a l'intention de présenter de nouvelles propositions d'actions gouvernementales et sociales développant la coopération pacifique, mutuellement avantageuse, entre les pays de la Baltique.

23. Le renforcement de la sécurité en Europe sert bien la sécurité universelle. En effet, la voie menant à l'édification de la sécurité universelle passe par la création de systèmes régionaux. Aussi appuyons-nous pleinement les propositions soviétiques concernant la création d'un tel système en Asie et appuierons-nous d'autres efforts visant cet objectif.

24. C'est à ce même problème, celui du renforcement de la sécurité internationale, que sont indissolublement liées la question de la réduction de la course aux armements, la pleine application du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires [*résolution 2373 (XXII), annexe*], l'élaboration d'accords sur l'interdiction complète de ces armes, de leur emploi et de leur production, et l'ouverture de la voie menant au désarmement général et complet. Les démarches faites dans ces questions d'importance capitale au cours des dernières années créent de bonnes conditions à la convocation rapide d'une conférence mondiale sur le désarmement, de même que des progrès dans la réalisation d'autres propositions importantes, telles que la réduction des budgets militaires, l'élimination des armes chimiques ou bien l'élaboration d'une convocation — proposée à cette session par l'Union soviétique [2240^e séance] — concernant l'interdiction d'agir sur l'environnement et le climat à des fins militaires. La Pologne continuera d'apporter sa contribution constructive à la réalisation de toutes ces initiatives.

25. Il ressort des expériences de notre nation que chaque pays a le droit naturel de se créer, dans des conditions de paix et de sécurité, les meilleures chances de développement. Il n'y a pas longtemps encore, la Pologne était un pays grevé par son retard social et économique et qui en ressentait profondément les conséquences tant en ce qui concerne le niveau de vie de la nation que sa position internationale. En un laps de temps relativement très court, notre nation a entrepris le travail inachevé de plusieurs siècles et a procédé à une transformation fondamentale du pays et l'a fait avancer au dixième rang dans le monde

pour la production industrielle. Aujourd'hui, elle accroît dynamiquement son potentiel.

26. Ce progrès a de nombreuses sources. Ce sont les changements accomplis par le système socialiste, la coopération fraternelle avec les autres Etats socialistes, surtout avec l'Union soviétique, et la concentration planifiée des forces et des moyens. Cependant, le facteur le plus important, c'est le travail de la nation, la libération de ses forces créatrices, l'engagement de toutes les intelligences, des cœurs et des bras dans la cause commune et, ce qui a également une énorme importance, les qualités humaines, la formation intensive des cadres capables de faire face aux grandes tâches d'un développement rapide dans tous les domaines. Nous sommes prêts à faire profiter de notre acquis et de nos expériences dans ce domaine les pays en développement; nous nous prononçons pour une large coopération entre tous les pays dans la formation des cadres.

27. Récemment, la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale a attiré l'attention sur une série de problèmes brûlants de coopération économique internationale qui exigent une solution commune. Cette coopération a une signification clef pour liquider les différences dans les niveaux de développement et pour consolider les relations pacifiques dans le monde, car elle leur crée une base matérielle.

28. L'utilisation croissante des conquêtes de la révolution scientifique et technique dans les conditions de la détente internationale et du renforcement constant des forces de progrès dans le monde donne l'occasion de créer une plus juste division internationale du travail et des mécanismes pour régler les relations économiques internationales; c'est là une responsabilité historique qui incombe à nos gouvernements et, dans une grande mesure, à l'Organisation des Nations Unies. Les particularismes régionaux, les intérêts de groupements plus ou moins fermés, l'inégalité dans l'accès au marché mondial vont-ils continuer à dominer le monde? Ou bien allons-nous entreprendre l'édification d'un nouveau système mondial ouvert, assurant à chaque participant des avantages égaux? La Pologne, tout comme les autres pays socialistes, a soutenu ce second modèle et continuera de s'engager en sa faveur.

29. Nous partons du principe fondamental des droits souverains de chaque peuple sur les ressources qu'il possède et du principe de l'égalité entre tous les pays. Sur la base de ces principes fondamentaux, nous nous prononçons en faveur de relations économiques mondiales qui garantiront des échanges équitables, libres de toute discrimination, aussi bien des matières premières que des technologies indispensables au développement.

30. L'élaboration de principes adéquats dans ces questions est, à mon avis, l'un des problèmes les plus sérieux qui se posent à l'Organisation des Nations Unies. Il est très important que les relations économiques internationales soient basées sur des liens durables et sur la coordination des plans de développement. Cela créerait des conditions plus favorables au commerce et à la coopération économique mondiale et serait à l'avantage de tous les Etats, notamment des pays en développement. La Pologne continuera

à contribuer activement à l'obtention de telles solutions.

31. J'ai présenté notre point de vue sur certaines questions du développement des relations pacifiques entre les Etats. Continuons de les développer dans un esprit de détente, de coopération et de paix. Je veux, cependant, souligner qu'il est également important de créer, conformément à ces objectifs grandioses, la conscience des nations et des collectivités. C'est là le devoir particulier de notre génération qui a connu la tragédie des guerres, de la haine et de la destruction. Il est de notre devoir de vaincre les préventions, la méfiance, l'intolérance, le chauvinisme et le racisme et d'inculquer aux jeunes générations le respect des autres peuples, la conviction qu'ils ont tous le droit de vivre dans la liberté, l'égalité et la paix. Mon pays a élevé ces idéaux, qui sont profondément enracinés dans les traditions de liberté et de progrès de la nation polonaise, à la dignité de valeurs suprêmes dans l'instruction et l'éducation d'une société socialiste. Faisons de l'éducation des jeunes générations, dans l'esprit de paix et d'amitié entre les nations, l'un de nos plus importants objectifs, en donnant une forme pratique aux idéaux profondément humanistes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Introduisons-les dans les programmes d'enseignement et d'éducation dans tous les pays. Faisons tout pour que le dernier quart de notre siècle — ce siècle qui a apporté tant de souffrances à l'humanité — soit une période d'édification de la paix et d'éducation pour la paix.

32. Le trentième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies sera célébré universellement l'année prochaine. Cette organisation est née des aspirations à la paix, à la liberté et à l'égalité des nations, à la coexistence amicale et à la coopération. Saluons cet anniversaire par une contribution maximale de l'ONU à l'édification d'un monde qui assurera la réalisation de ces aspirations.

33. La Pologne continuera à donner son plein appui à l'Organisation des Nations Unies dans la réalisation de ces nobles tâches.

34. Le PRÉSIDENT : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Premier Secrétaire du Comité central du parti uni des travailleurs polonais, pour l'important discours qu'il vient de prononcer.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Discussion générale (suite)

35. M. KHALATBARI (Iran) : Monsieur le Président, je tiens, tout d'abord, à vous adresser mes félicitations les plus chaleureuses pour votre élection unanime à la présidence de la présente session de l'Assemblée générale. Nous apprécions tous vos nombreuses qualités de diplomate et d'homme politique, et nous sommes certains que vous conduirez nos travaux avec talent et succès. L'Assemblée a ainsi voulu non seulement souligner avec compétence, mais également rendre hommage à votre pays, aux nations arabes et au grand continent africain où un grand pas vers la décolonisation vient d'être franchi, que nous espérons décisif.

36. Une autre raison de nous réjouir est l'admission de trois nouveaux Etats Membres, aux représen-

tants desquels je désire souhaiter la bienvenue au nom de mon pays et de ma délégation. Nous sommes certains que la contribution du Bangladesh, de la Guinée-Bissau et de la Grenade sera des plus bienfaisantes pour l'Organisation, dans la voie de l'universalité.

37. Je désire également adresser nos remerciements à M. Leopoldo Benites pour la manière admirable dont il a présidé la vingt-huitième session et la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

38. Enfin, à notre secrétaire général, je tiens à renouveler l'expression de notre confiance et de notre soutien.

39. La période qui nous sépare de la précédente session est jalonnée d'événements significatifs, dont certains ont complètement transformé la scène mondiale. Je n'ai guère l'intention, à ce stade tardif du débat général, de parler de tous ces événements, ni même de beaucoup d'entre eux. Je me concentrerai, dans mon exposé, sur la situation économique globale et l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient. Mais avant d'aborder ces questions, je voudrais dire quelques mots sur la situation au Moyen-Orient et dans le sous-continent indien, ainsi qu'à Chypre.

40. La guerre d'octobre, l'année dernière, a changé l'image du Moyen-Orient. L'établissement, au sommet de la crise, de la Force d'urgence des Nations Unies, suivi des accords sur le dégagement des forces armées, a marqué le début d'une ère nouvelle dans l'histoire tragique du problème. Ainsi, une lueur d'espoir émergeait à l'horizon d'un paysage politique resté sombre pendant si longtemps. Il n'y a pas lieu cependant d'être trop optimiste, et il est évident que la menace de nouveaux conflits militaires dans la région subsistera tant que les racines mêmes de la tension n'auront pas été arrachées.

41. Comme je l'ai dit l'année dernière devant cette assemblée, des négociations entre les parties en cause ne pourront être entreprises que s'il existe une garantie raisonnable du retrait d'Israël des territoires occupés, et de l'application des autres dispositions de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, y compris la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien². Je n'ai guère besoin de souligner les conséquences graves que comporte la politique intransigeante poursuivie par Israël. Il me semble également inutile de m'étendre sur les effets désastreux d'une telle politique au regard du climat de confiance qui devrait être patiemment créé entre les parties.

42. Comme cela a été démontré par la guerre d'octobre, la sécurité d'Israël ne peut, en aucune manière, être garantie par l'occupation de territoires arabes, et la seule alternative valable continue d'être l'application de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité qui fournit le meilleur cadre pratique pour la réalisation d'une paix juste et durable.

43. La paix et la sécurité dans le sous-continent indien constituent l'un des éléments essentiels de la politique étrangère de mon pays, et afin de les préserver, nous continuerons de rechercher l'amitié et la coopération de toutes les parties concernées. A ce propos, je voudrais exprimer la satisfaction de mon gouvernement vis-à-vis des développements de

la situation dans le sous-continent, dont le point culminant a été le récent accord qui doit permettre d'ouvrir des voies de communication entre les parties intéressées et de paver le chemin pour la reprise de relations diplomatiques complètes entre l'Inde et le Pakistan. Nous espérons que d'autres efforts seront entrepris pour régler par des moyens pacifiques les problèmes en suspens entre les parties en cause.

44. Pour ce qui est du point de l'ordre du jour relatif à l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix [point 31], je voudrais faire une brève allusion à la proposition avancée lors de la visite récente de Sa Majesté Impériale aux pays du nord et de l'est de l'océan Indien, pour étudier et établir de vastes liens de coopération économique entre les pays riverains de cet océan. Une telle coopération ne pourrait qu'aider les efforts entrepris ici, aux Nations Unies, dans le but proposé. Puis-je aussi ajouter que nous entretenons des relations amicales qui ne cessent de se développer avec toutes les autres nations du sous-continent, de même qu'avec les pays adjacents ? A cet égard, je tiens à souligner l'excellence de nos relations fraternelles avec l'Afghanistan.

45. Pour ce qui est de Chypre, nous avons été très inquiets lorsque le coup d'Etat militaire a eu lieu. Nous avons immédiatement déclaré que le statut de Chypre en tant qu'Etat souverain et indépendant devait être sauvegardé et que les droits de la communauté turque de l'île, fondés sur les traités et accords internationaux devaient être respectés. Bien que les motifs de l'action militaire turque à Chypre soient compréhensibles, nous sommes convaincus que le problème ne peut être résolu à long terme que par des négociations entre les parties et les communautés intéressées, et cela sur la base de l'indépendance de Chypre et du respect des droits légitimes des deux communautés turque et grecque. Le Gouvernement iranien espère que ce problème sera résolu aussitôt que possible car, à part le problème politique, le sort de plus de 200 000 réfugiés est en cause.

46. La condition des réfugiés ne nous est d'ailleurs pas inconnue. Nous nous trouvons en présence d'un tel problème en ce moment même. En effet, près de 100 000 Kurdes d'Irak, tous des femmes, des enfants et des vieillards, se sont réfugiés en Iran pour fuir de cruels bombardements. Le Gouvernement iranien a déjà alloué un crédit de plus de 100 millions de dollars pour subvenir aux besoins de ces réfugiés. Mais il est évident que l'argent, la nourriture et le logement ne peuvent, en soit, apaiser toutes les souffrances.

47. Je n'avais nullement l'intention de parler ici, aujourd'hui, des relations de mon pays avec l'Irak. En effet, à la suite des entretiens d'Istanbul, en août dernier, entre les délégations des deux pays, il avait été convenu que je rencontrerais mon homologue irakien ici même, en octobre, afin d'entamer avec lui des discussions. Aussi bien avais-je estimé que, conformément à l'esprit même de l'accord bilatéral reflété dans la résolution 348 (1974) du Conseil de sécurité pour la "création d'une atmosphère favorable et propice" aux entretiens, il convenait de nous abstenir de répéter ce que tous les Membres de l'Organisation connaissent à travers, notamment, les lettres adressées par notre représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies au Président du Conseil de sécurité.

48. A ma grande surprise, je constate une fois de plus qu'au moment même où les pourparlers doivent s'engager, le représentant de l'Irak [2262^e séance] lance, une fois encore, au sein des Nations Unies, des accusations sans fondement. Cette conduite étrange, qui s'est répétée au cours de l'année, nous est trop bien connue. Notre désir est, cependant, comme nous l'avons dit à maintes reprises, de régler pacifiquement nos différends sur la base de la Charte des Nations Unies et des principes reconnus du droit international ainsi que de ceux de la pratique internationale. Je pourrais, bien sûr, reprendre ici point par point les allégations du Ministre des affaires étrangères de l'Irak et y répondre, mais comme aucun point nouveau n'a été soulevé, la réfutation de ces accusations non fondées peut être trouvée dans plusieurs lettres adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité, distribuées en tant que documents officiels du Conseil. Au surplus, notre position à cet égard a été maintes fois exposée du haut de cette tribune; je n'y reviendrai donc pas. Je suis prêt, cependant, à donner tous les éclaircissements qui s'imposent si l'intention du chef de la délégation irakienne est d'engager de nouvelles controverses.

49. Avant d'aborder le problème de la situation économique mondiale, je voudrais clarifier un point. Ces dernières semaines, nous avons entendu des voix s'élever pour essayer de mettre le désordre économique actuel au compte de la hausse du prix du pétrole. Elles ont parlé de hausse artificielle, déformée, exorbitante et excessive des prix. D'après leurs prophéties pessimistes, si ces prix ne devaient pas baisser immédiatement, le monde irait vers le désastre. Ces voix ont même, de façon implicite, émis des menaces d'interruption de l'envoi de produits alimentaires vers les pays producteurs de pétrole.

50. De telles allégations, qui peuvent impressionner les profanes, ne sauraient convaincre les observateurs sérieux et avisés. Au cours du présent débat, deux chefs d'Etat et de nombreux ministres des affaires étrangères — dont certains représentent des pays non producteurs de pétrole — ont déjà repoussé ces allégations et éclairci la question de façon fort persuasive. Toutefois, étant donné que l'Iran est l'un des principaux producteurs de pétrole, je considère qu'il est de mon devoir d'apporter certaines précisions à cet égard.

51. Il est souvent dit que l'état présent de l'économie mondiale ainsi que l'inflation sont la conséquence du réajustement des prix du pétrole. En réalité, le taux de l'inflation a commencé son escalade il y a quelques années, pour atteindre récemment des proportions intolérables, rongant ainsi profondément le pouvoir d'achat des pays producteurs de pétrole. Chaque année, les pays producteurs de matières premières devaient payer l'équivalent d'un volume plus large de leurs produits pour une importation égale, sinon moindre, d'équipement ou de produits manufacturés des pays industrialisés. Ce processus a mené, comme nous l'avons dit et répété dans le passé, à un appauvrissement continu et systématique des pays en développement, alors que les pays industrialisés et développés continuaient de s'enrichir.

52. De plus, et en dépit des allégations contraires, la hausse des prix du pétrole n'a eu qu'une conséquence

minime sur l'inflation. En effet, selon les statistiques — qui ne sont pas les nôtres mais celles des experts des pays industrialisés eux-mêmes — le pétrole importé n'a contribué que pour 0,45 p. 100 au taux d'inflation des Etats-Unis, et pour environ 1,5 p. 100 à celui des pays de l'Europe occidentale, alors que la hausse générale des prix, dans l'ensemble de ces pays, approche une moyenne de 12 p. 100. En d'autres termes, le désordre de l'économie mondiale et du marché monétaire a précédé la hausse des prix du pétrole et était essentiellement dû à la mauvaise gestion de l'économie dans les pays européens et en Amérique, peut-être aussi à une consommation excessive dans les pays les plus avancés.

53. Les raisons qui ont incité les pays producteurs à augmenter le prix du pétrole sont cependant multiples.

54. Premièrement, dans un marché compétitif, le prix de tout produit de base devrait être comparable aux prix de ses succédanés les plus proches. Dans le cas du prix du pétrole, on doit tenir compte des coûts de production d'autres sources d'énergie, telles que le charbon, le schiste bitumineux et l'énergie atomique. De même, les prix devraient refléter ce qu'on a appelé le coût d'opportunité du produit de base. Ainsi, le prix du pétrole brut, utilisé comme source de combustible, devrait correspondre à sa valeur alternative lorsqu'il est utilisé comme source de produits pétrochimiques.

55. Deuxièmement, les composantes du prix de vente, dans les principaux pays importateurs, n'étaient guère équitables. En effet, pour chaque dollar payé par les consommateurs de pétrole, 9 cents seulement allaient au producteur, alors que le reste allait essentiellement aux compagnies pétrolières sous forme de profits et aux gouvernements des pays importateurs sous forme d'impôts et de taxes.

56. Troisièmement, on doit reconnaître que le pétrole est un produit sujet à épuisement et que les gouvernements des pays producteurs de pétrole ont le devoir, envers leurs peuples et leurs générations futures, non seulement de prendre des mesures pour conserver cette richesse inestimable, mais également de la commercialiser au mieux de leurs intérêts.

57. Quatrièmement, pendant près d'un quart de siècle, le facteur principal de l'augmentation des niveaux de production dans les pays industrialisés a été la fourniture ininterrompue de sources d'énergie à bas prix — en fait, de pétrole à bas prix — par les pays en développement. C'est ainsi que les pays industrialisés ont pu développer leurs exportations, améliorer leur balance de paiement et accumuler des réserves énormes de devises, et ce tout en épargnant leurs propres réserves de combustible solide. On peut donc conclure qu'il y a eu, pendant la période visée, un transfert net de richesse des pays en développement vers les pays développés.

58. Tout au long de cette période, les compagnies multinationales de pétrole contrôlaient l'écoulement — et donc la demande — et fixaient unilatéralement le prix du pétrole de façon arbitraire. Ce prix, qui n'avait rien à voir avec la valeur réelle du pétrole, reflétait, en fait, une politique délibérée des pays riches du monde tendant à maintenir le prix de l'énergie au-dessous de sa valeur réelle. Ainsi, par exemple,

les prix affichés du pétrole brut iranien étaient fixés par les compagnies de pétrole à 2,17 dollars en 1947. Treize ans plus tard, les prix affichés étaient tombés à 1,79 dollar et ils restaient à ce niveau tout au long des années 1960. Pendant la même période, les pays en développement devaient payer leurs importations des pays industrialisés à des prix toujours croissants. De 1947 à 1973, le prix de 28 produits de base (excepté le pétrole brut) connut une hausse moyenne de 350 p. 100. Ainsi l'accroissement de la consommation du pétrole, combiné à la baisse de son prix dans les pays industrialisés, a largement contribué à l'élargissement du fossé entre les pays pauvres et les pays riches, ce qui revient à dire que les pays industriels développés ont progressé à vive allure aux dépens des pays producteurs de pétrole. Cependant, ces pays devenus riches à nos dépens n'accordèrent aucune attention aux problèmes tragiques des pays en développement et ne consentirent même pas à allouer 1 p. 100 de leur produit national brut au développement des pays sous-développés.

59. En ce qui concerne l'Iran, nous avons constamment tenu compte des problèmes des pays en développement, et dès que le rajustement du prix du pétrole est devenu une réalité, nous avons commencé à fournir notre aide, tant bilatérale que multilatérale, aux pays en développement aussi bien qu'aux pays développés. Je reviendrai sur ce sujet plus tard. Nous sommes également conscients de ce que l'on a appelé la nécessité du recyclage et nous avons entamé des négociations à cet effet. Mais cela ne pourra être réalisé que par des échanges de vues, des discussions et des négociations. Les accusations et les menaces ne mèneront nulle part et ne résoudront rien. La sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale a eu le mérite de voir le problème sous son angle véritable et de se consacrer à l'examen et à la recommandation de solutions pratiques au problème plus général des matières premières et du développement.

60. L'essentiel de ce qui a émergé de la sixième session extraordinaire furent la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et le Programme d'action [résolution 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI)]. Ces décisions ont marqué un tournant historique dans le processus du système économique international. Quelles que soient les imperfections de ces deux documents adoptés par cette session extraordinaire, ils représentent indéniablement une étape décisive dans les relations entre pays industrialisés et pays en développement. Ces décisions ont mis en relief et avec éclat la nouvelle réalité de l'interdépendance de tous les Etats, développés ou en développement.

61. Il a été aussi démontré de façon concluante que les temps où certains pays industrialisés dominaient et pouvaient prendre des décisions engageant le monde entier étaient révolus. Une ère nouvelle est née, dans laquelle il est clair que les problèmes accablants du monde ne peuvent être traités de manière adéquate que dans le cadre de relations basées sur la coopération et l'égalité entre Etats souverains.

62. C'est à ce genre de transformation potentielle de la situation économique internationale que mon auguste Souverain se référait dans son message adressé le 5 avril 1974 à l'Assemblée générale lors de l'ouver-

ture de la sixième session extraordinaire, quand il disait :

“Rien ne reflète mieux l'esprit de notre temps que le fait que cette session extraordinaire, à la différence des sessions antérieures, procède non de la guerre et du conflit entre les nations, mais d'une prise de conscience croissante de leur interdépendance...

“Le moment est venu de s'orienter vers une économie mondiale plus rationnelle. Et cela signifie entre autres qu'il faut que les matières premières en la possession des pays en développement gardent une valeur constante et réelle par rapport au prix des biens importés des pays industrialisés. Il faut faire du commerce un instrument de progrès pour tous, sans que la prospérité du pauvre diminue l'abondance du riche³.”

63. Cependant, le déséquilibre économique persistant dans les relations entre pays développés et pays en développement est si grave, et le processus qui continue à élargir le fossé entre eux semble si inexorable, que l'action ne peut plus, comme par le passé, se limiter à de simples interventions correctives ou à des mesures spéciales. Si nous voulons réussir, nous devons entreprendre un effort concerté de révision fondamentale des concepts et des pratiques actuels du système économique international. De réels changements structurels devront être accomplis si nous voulons élaborer un nouvel ordre économique basé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous. Dans ce contexte, il est à espérer que les pays industrialisés ne laisseront pas échapper les occasions qui s'offrent maintenant pour une coopération avec les autres pays dans la recherche de solutions appropriées.

64. Pour sa part, l'Iran est resté pleinement conscient de la nécessité de coopérer avec tous les pays, particulièrement ceux en développement. Je ne tenterai pas ici de donner une image détaillée du large éventail des efforts de mon gouvernement à cet égard, sauf pour dire que le montant total des engagements bilatéraux et multilatéraux de l'Iran a déjà atteint le chiffre de 9 milliards de dollars.

65. Cette somme, quel que soit le critère adopté — produit national brut, revenu par tête d'habitant, revenu pétrolier, population, etc. — vient en tête de toutes les contributions. En fait, le montant total de notre assistance excède même, par rapport à notre produit national brut, la contribution faite par d'autres pays dans toute l'histoire de l'assistance au développement.

66. De plus, des négociations ont été engagées avec le PNUD en vue d'accroître et de diversifier l'assistance que fournit l'Iran au pays en développement par les soins de cette organisation, dans laquelle notre pays est devenu un contributeur net. Enfin, bien que l'assistance d'urgence et de développement accordée cette année par l'Iran aux pays en développement ait été très importante, nous avons de plus décidé de contribuer aux opérations d'urgence des Nations Unies pour un montant de 20 millions de dollars.

67. C'était d'ailleurs également en vue d'alléger le fardeau imposé aux pays en développement par la hausse des prix des produits alimentaires, des

matières premières, des produits industriels, et afin de faire un pas décisif pour combler le fossé entre nations riches et pauvres en réalisant, pour la première fois, un véritable transfert de ressources, que le 22 février 1974, Sa Majesté Impériale proposait la création d'un nouveau fonds spécial de développement pour répondre aux nécessités et besoins urgents des pays en développement.

68. Ce fonds spécial de développement aurait été établi avec un capital initial de 2 à 3 milliards de dollars, financé conjointement par les pays exportateurs de pétrole et les pays industrialisés. Pour garantir une approche objective et juste, ce fonds aurait été administré par un conseil au sein duquel les pays exportateurs de pétrole, les pays industrialisés, mais aussi les pays assistés, auraient été représentés à égalité, sur la base du principe d'une voix par représentant. L'institution d'un tel mécanisme de vote aurait donné un nouveau contenu au concept d'assistance multilatérale.

69. Néanmoins, les résultats de nos efforts pour la création de ce fonds n'ont pas été jusqu'ici très encourageants. Cependant, loin de se laisser décourager par les résultats de ses efforts sur le plan international, l'Iran a ardemment et en toute bonne foi poursuivi son propre programme d'assistance bilatérale et multilatérale de la manière que j'ai exposée.

70. En tout cas, la poursuite de l'action si noblement conçue pendant la sixième session extraordinaire est maintenant assurée. L'examen d'ensemble de la mise en œuvre du Programme d'action adopté au printemps dernier a été assigné à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale qui se tiendra l'année prochaine, avant la trentième session. Il est à espérer que d'ici là, certaines des réserves qui ont caractérisé l'adoption du consensus relatif à la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et au Programme d'action auront été assouplies.

71. Parmi les plus sombres aspects de la vie internationale récente, il faut mentionner le manque de progrès appréciable dans le domaine du désarmement. Nous sommes toutefois satisfaits de noter que la Conférence du Comité du désarmement a recommandé un élargissement du nombre de ses membres, et que le Comité *ad hoc* de la Conférence mondiale du désarmement s'est enfin réuni et a achevé ses travaux. On doit reconnaître néanmoins qu'en matière de désarmement, aucun progrès important n'a été accompli sur les questions de fond.

72. Comme je l'ai remarqué l'année dernière, ici même, nous considérons nécessaire l'élaboration d'un programme de désarmement qui continuerait de maintenir un lien constant entre les mesures partielles et le but ultime d'un désarmement général et complet sous contrôle international efficace⁴. En l'absence d'un tel programme et jusqu'à ce que le but d'un désarmement général et complet soit atteint, les pays ne peuvent manquer de veiller à leurs propres impératifs de défense, surtout lorsque nous constatons avec regret que le monde n'a pas fait de progrès vers la paix et la stabilité, et que les Nations Unies n'ont jamais été aussi faibles.

73. Nous savons tous que des réunions se tiennent dans l'intérêt de la discussion et que, parfois, des recommandations sont faites ou des décisions sont prises, mais nous n'assistons jamais à leur exécution, particulièrement lorsqu'elles concernent le maintien de la paix et de la sécurité. Cependant, les efforts tendant à la réalisation d'un désarmement général et complet doivent être poursuivis. A cet égard, on ne peut trouver de raison valable à l'absence de négociations adéquates et effectives, en particulier sur les questions de la cessation de tout essai nucléaire et de l'interdiction des armes chimiques, questions pour lesquelles l'Assemblée générale des Nations Unies a maintes fois demandé l'examen en "première" ou "haute" priorité.

74. Toujours dans le domaine du désarmement, je voudrais dire ma déception quant au manque de progrès concernant le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui n'a pas été aussi efficace et universel qu'on l'espérait. Le monde d'aujourd'hui se trouve en équilibre précaire au seuil d'un nouvel âge où les pays vont, de plus en plus, passer de l'utilisation des sources traditionnelles d'énergie à celles de l'énergie nucléaire. Un ensemble de forces — sociales, économiques, démographiques et techniques — se sont conjuguées pour donner naissance à cette révolution imminente dans le domaine de la technologie nucléaire. Dans un monde, donc, où l'utilisation de l'énergie atomique est à la veille de proliférer, il est impératif que soit consolidé le cadre international existant pour la non-prolifération des armes nucléaires.

75. En conséquence, tout en n'abandonnant en aucune manière l'approche globale de la question de la non-prolifération des armes nucléaires, le monde est devenu plus conscient du besoin pressant de mesures collatérales en s'occupant du problème sur une base partielle et régionale. Ainsi, le continent africain a été l'objet de la résolution 1652 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 24 novembre 1961, par laquelle l'Assemblée demande aux Etats Membres de s'abstenir d'effectuer des essais nucléaires, d'accumuler ou de transporter des armes nucléaires en Afrique et de considérer ce continent comme une zone dénucléarisée. Par la suite, l'Assemblée générale, par sa résolution 2033 (XX) du 3 décembre 1965, a souscrit à la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique, décidée en juillet 1964 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine.

76. En outre, le succès éclatant du Traité de Tlatelolco⁵, entré en vigueur en 1969, et qui interdit les armes nucléaires en Amérique latine, a tracé un chemin que les autres pourraient suivre avec profit.

77. Ce sont ces considérations et des considérations du genre de celles que je viens de mentionner qui ont incité mon auguste souverain à proposer, il y a quelques années, l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et à envoyer à cet effet un message lors de l'ouverture de la présente session de l'Assemblée. Inspiré par cette proposition, mon gouvernement a, comme vous le savez, demandé l'inscription à l'ordre du jour de la présente session d'une question intitulée "Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient". Comme nous l'avons indiqué dans notre mémoire explicatif accompagnant cette demande :

"les perspectives d'application d'un plan général de dénucléarisation dans la région du Moyen-Orient semblent maintenant plus encourageantes, mais le fait que les Etats aient de plus en plus accès aux techniques nucléaires aggrave le risque de prolifération des armes nucléaires et, simultanément, celui d'un effondrement du mécanisme conçu pour éviter cette prolifération." [voir A/9693.]

78. Etant donné les conditions politiques régnant dans la région, il devrait être évident pour tous que si les armes nucléaires étaient fabriquées ou acquises par l'un ou l'autre des pays situés dans cette zone, une course aux armements nucléaires ruineuse, insensée et dangereuse entraînerait rapidement et inexorablement les autres pays. De plus, les coûts astronomiques impliqués par la constitution d'un éventail de telles armes de destruction massive et d'un système efficace pour leur lancement, détourneraient des ressources qui sont si nécessaires à la réalisation des aspirations socio-économiques de ces pays.

79. Nous sommes très soucieux des graves problèmes qui ne manqueraient pas de se poser si les armes nucléaires devaient envahir la région du Moyen-Orient. Pour prévenir une telle éventualité, mon gouvernement espère vivement que, durant la présente session, l'Assemblée générale recommandera notre proposition à l'attention des Etats de la région et leur demandera de prendre, dès que possible, toutes mesures nécessaires à l'application de cette proposition et d'en faire rapport à l'Assemblée générale.

80. Bien entendu, des difficultés nombreuses et complexes devront être surmontées, à mesure que nous passerons du domaine de l'idée à celui de l'exécution. Il faudra résoudre entre autres les questions de définition du concept géographique du Moyen-Orient, des limites de la zone exempte d'armes nucléaires et d'un système de contrôle.

81. Mon gouvernement tient à saisir cette occasion pour exprimer sa profonde reconnaissance au Gouvernement égyptien pour le concours précieux apporté à notre proposition par son coparrainage, ainsi qu'aux autres pays qui nous ont manifesté leur appui. L'urgence de la situation et la complexité de la question requièrent un effort commun pour encourager le plus rapidement possible la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.

82. Nous voulons espérer que l'Assemblée générale estimera nécessaire de se prononcer sur cette proposition durant la présente session. Ce faisant, elle démontrera clairement son souci concernant une question d'une importance vitale pour la paix et la sécurité de la région et du monde. Il s'agira là, en réalité, d'un pas historique vers un avenir plus sûr et plus heureux pour tous.

83. Pour faire face aux problèmes complexes d'aujourd'hui, les concepts et méthodes anachroniques doivent faire place à des approches basées sur les nouvelles réalités du monde, un monde dans lequel aucun pays ni groupe de pays ne peut seul assumer le leadership ni imposer ses conditions. De tels problèmes ne peuvent être traités que dans un esprit de compréhension, de dialogue et de coopération.

84. La paix pour le monde et la prospérité pour nos peuples sont les buts suprêmes que tous nous cherchons à atteindre. Pour notre part et dans ce but, nous sommes prêts, nous qui avons toujours agi selon

les principes de la Charte, à engager le dialogue afin de trouver une base rationnelle et solide à la solution des problèmes présents, de manière que les intérêts de tous soient respectés, sans pour autant léser nos droits légitimes.

La séance est levée à 13 h 5.

NOTES

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Séances plénières*, 1301^e séance, par. 66.

² *Ibid.*, vingt-huitième session, *Séances plénières*, 2127^e séance, par. 179.

³ A/9545.

⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Séances plénières*, 2127^e séance, par. 175.

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 634, n° 9068, p. 283.